

## MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Maître d'Ouvrage :  
VALDEVY  
51 rue de Stalingrad  
94114 ARCUEIL CEDEX

Objet du marché :

**Accord-cadre de réalisation d'études de faisabilité et de maîtrise d'œuvre technique pour la réhabilitation thermique du patrimoine de Valdevy**

Marché n°2024-037-038

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)**

Date et heure limites de réception des offres :  
**Le Lundi 26 mai 2025 à 12 heures (heure de Paris)**



## SOMMAIRE

|             |  |    |
|-------------|--|----|
| ARTICLE 1 - | OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....  | 3  |
| 1.1         | - OBJET DE LA CONSULTATION.....  | 3  |
| 1.2         | - ALLOTISSEMENT DE LA CONSULTATION .....   | 3  |
| 1.3         | - FORME ET DECOMPOSITION DU MARCHE .....   | 4  |
| 1.4         | - DUREE DU MARCHE .....  | 4  |
| ARTICLE 2 - | CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....  | 4  |
| 2.1         | - PROCEDURE DE LA CONSULTATION.....  | 4  |
| 2.2         | - VARIANTES .....  | 4  |
| 2.3         | - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) OU OPTIONS.....                                | 4  |
| 2.4         | - VISITE DE SITE .....   | 4  |
| 2.5         | - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....  | 5  |
| 2.6         | - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT.....                                 | 5  |
| ARTICLE 3 - | CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES<br>D'OBTENTION .....                           | 5  |
| 3.1         | - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION AUX ENTREPRISES (DCE) .....                               | 5  |
| 3.2         | - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....                                       | 5  |
| ARTICLE 4 - | PRESENTATION ET CONTENU DES PLIS .....   | 6  |
| 4.1         | - MODALITES DE REPONSE EN CAS GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES OU DE SOUS-<br>TRAITANCE..... | 6  |
| 4.2         | - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE .....   | 8  |
| 4.3         | - PRESENTATION DE L'OFFRE .....  | 9  |
| ARTICLE 5 - | CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....  | 10 |
| ARTICLE 6 - | ANALYSE DES CANDIDATURES ET CRITERES DE JUGEMENT<br>DES OFFRES.....                            | 11 |
| 6.1         | - SELECTION DES CANDIDATURES .....   | 11 |
| 6.2         | - CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES .....  | 11 |
| 6.3         | - ATTRIBUTION DU MARCHE .....  | 13 |
| ARTICLE 7 - | VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE.....  | 14 |
| ARTICLE 8 - | RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....   | 14 |

**RECOMMANDATION :**

L'identification du candidat sur le profil acheteur <https://marches.maximilien.fr> est nécessaire afin de permettre, le cas échéant, une communication électronique certaine, avec les candidats, relative aux modifications et/ou précisions apportées aux documents de la consultation.

**ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION****1.1 - Objet de la consultation**

L'OPH Valdevy est un organisme public d'intérêt général. La mission de ce service public est de contribuer à loger la population, en construisant des logements sociaux, en veillant au bon entretien du patrimoine existant, d'assurer la jouissance paisible des lieux par les locataires, et de garantir des services d'entretien, de nettoyage, d'information et de proximité auprès de ces locataires.

La présente consultation a pour objet la réalisation des études de faisabilité (lot 1) et de missions de maîtrise d'œuvre (lot 2) pour les besoins de réhabilitation thermique d'enveloppe du bâtiment de la Direction du Patrimoine de l'OPH Valdevy.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

- Lot 1 :
  - 71240000-2 - Services d'architecture, d'ingénierie et de planification
  - 71241000-9 - Études de faisabilité, service de conseil, analyse
- Lot 2 :
  - 71200000 - Services d'architecture
  - 71314310-8 - Services de physique thermique pour la construction

La description des spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP ainsi que dans les documents qui lui sont annexés.

Lieu d'exécution des travaux : Locaux de l'OPH Valdevy

**1.2 - Allotissement de la consultation**

Conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du Code de la commande publique, les prestations sont réparties en deux lots désignés ci-dessous :

| Lot | Intitulé du lot                       | Seuil maximum annuel en € HT |
|-----|---------------------------------------|------------------------------|
| 1   | Réalisation des études de faisabilité | 200 000 € HT                 |
| 2   | Missions de maîtrise d'œuvre          | 1 800 000 € HT               |

### **1.3 - Forme et décomposition du marché**

Concernant le lot 1, le marché est un accord-cadre mono-attributaire générant des bons de commande sans montant minimum mais avec un montant maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du Code de la commande publique.

Concernant le lot 2, le marché est un accord-cadre multi-attributaire générant des marchés subséquents sans montant minimum mais avec un montant maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du Code de la commande publique. Trois attributaires seront retenus pour le lot 2.

### **1.4 - Durée du marché**

Concernant le lot 1, l'accord-cadre est conclu pour une période d'un an, à compter de sa date de notification au titulaire. Il est reconductible tacitement trois fois, pour une durée identique sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder 4 ans.

Concernant le lot 2, l'accord-cadre est conclu pour une période d'un an, à compter de sa date de notification au titulaire. Il est reconductible tacitement trois fois, pour une durée identique sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder 4 ans.

Toutefois, pour les deux lots, il pourra être dénoncé annuellement par l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d'un préavis de deux mois avant la date d'anniversaire de la notification du marché. Aucune indemnité ne sera versée.

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2.1 - Procédure de la consultation**

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article L2124-1 du Code de la commande publique.

### **2.2 - Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **2.3 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ou options**

Au titre de la présente consultation, le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle ou option.

### **2.4 - Visite de site**

Au titre de la présente consultation, il n'est pas prévu de visite de site.

## 2.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Il pourra être prolongé à la demande de l'OPH Valdevy formulée auprès de l'ensemble des candidats. L'absence de réponse vaudra acceptation.

## 2.6 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché est financé sur fonds propres.

Le paiement s'effectue par virement bancaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours conformément aux dispositions du Cahier des clauses administratives particulières.

## ARTICLE 3 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'OBTENTION

### 3.1 – Contenu du dossier de consultation aux entreprises (DCE)

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Les actes d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU) ;
- Les cadres de mémoire technique.

### 3.2 - Modalités d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est entièrement dématérialisé et téléchargeable sur le profil **acheteur, soit le portail des marchés publics franciliens « Maximilien » accessible directement sur le** lien suivant :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Le maître d'ouvrage informe les candidats que le DCE ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

L'accès à ce site est libre et gratuit. Une aide sur les modalités des procédures électroniques est proposée sur le site.

Afin de télécharger le dossier de consultation, les soumissionnaires devront au préalable s'inscrire sur la plateforme afin d'obtenir un identifiant et un mot de passe.

L'identification de l'opérateur économique lors du retrait du DCE est indispensable pour être informé des modifications et/ou correspondances relatives à la présente consultation (erratum et réponses aux questions posées par les entreprises) ainsi que les éventuels avis rectificatifs ou déclaration sans suite.

Les informations requises pour la procédure d'inscription sont notamment l'indication du nom de l'entreprise, du nom d'un interlocuteur et d'une adresse électronique (mail) permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Une fois l'identifiant et le mot de passe obtenus, les soumissionnaires devront s'authentifier sur le site.

La durée de téléchargement du dossier de consultation est fonction du débit de l'accès internet du soumissionnaire et de la taille des documents à télécharger.

**ATTENTION :**

Les candidats ayant retiré le dossier de consultation de manière anonyme ne pourront pas être destinataires des modifications de dossier. Il leur appartiendra par eux-mêmes de vérifier sur le profil acheteur de VALDEVY, si le dossier a fait l'objet de modification.  
Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 4 - PRESENTATION ET CONTENU DES PLIS**

Le dossier sera constitué d'un pli unique devant contenir les pièces relatives à la candidature et à l'offre.

Les documents remis par les candidats sont obligatoirement rédigés en langue française.

L'offre pourra être analysée avant la candidature.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, discrétionnaire, de demander à tous les candidats dont la candidature serait incomplète, de produire toutes les pièces et/ou informations manquantes exigées par le présent règlement.

### **4.1 - Modalités de réponse en cas groupement momentané d'entreprises ou de sous-traitance**

Le candidat peut présenter une candidature unique, sous forme de groupement d'entreprises, ou avec un ou des sous-traitants, sous réserve de la limite à la sous-traitance.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le maître d'ouvrage. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **4.1.1 – Candidater en cotraitance**

*Lorsque la candidature est réalisée en cotraitance, il est rappelé aux soumissionnaires qu'il convient pour eux d'anticiper largement le temps de remplissage du formulaire DUME par les co-traitants.*

Les candidats peuvent se présenter sous forme de groupement solidaire ou conjoint. Toutefois, les candidats se présentant sous la forme d'un groupement solidaire, sont informés, que le marché sera attribué à un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidats ne peuvent pas présenter à la fois une offre à titre individuel et une offre à titre de groupement d'entreprises.

Dès le stade de la candidature, chaque membre du groupement doit produire l'intégralité des documents exigés, à l'exception de la lettre de candidature (DC1) remplie par le seul mandataire. **Tout dossier incomplet pourra entraîner le rejet de la candidature du groupement formé.**

Le mandataire du groupement doit être clairement identifié dans l'acte d'engagement (AE) ainsi que dans la lettre de candidature (DC1).

Il est précisé que la composition du groupement ne doit pas être modifiée entre la phase de candidature et la remise de l'offre, sous peine de voir son offre rejetée. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au maître d'ouvrage l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs sous-traitants.

#### **4.1.2 En cas de sous-traitance**

Les candidats se présentant en une seule entreprise ou par un groupement, sont invités lors du dépôt de leur offre à indiquer tous les sous-traitants connus. L'offre devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

## 4.2 - Présentation de la candidature

### 4.2.1. Documents généraux

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

| Document                                     | Descriptif  |
|--|---|
| <b>Situation juridique</b>                   |   |
| Lettre de candidature (DC1)                  | Lettre de candidature, habilitation du mandataire par ses cotraitants   |
| Déclaration du candidat (DC2)                | Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement   |
| Déclaration de sous-traitance (DC4)          | Déclaration des sous-traitants, le cas échéant  |
| <b>Capacité économique et financière</b>     |   |
| Chiffre d'affaires                           | Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles  |
| <b>Capacité technique et professionnelle</b> |   |
| Références                                   | Références de prestations similaires au cours des trois dernières années (en indiquant l'objet, le montant, la date, les bénéficiaires des prestations et leurs coordonnées)<br><i>Les candidats ayant moins de trois ans d'existence indiqueront leurs références depuis la date de leur création.</i> |
| Moyens matériels                             | Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des prestations attendues   |
| Moyens humains                               | Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement, au cours des trois dernières années  |
| <b>Autres justificatifs</b>                  |   |
| Police d'assurances                          | Attestation de police d'assurances des risques professionnels en cours de validité indiquant les domaines couverts et les plafonds de garantie  |
| Copie du/des jugements prononcé(s)           | Si le candidat fait l'objet d'un redressement judiciaire, le cas échéant  |
| Pouvoir                                      | Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate, le cas échéant  |

Le candidat pourra prouver sa capacité financière et professionnelle par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière et professionnelle.



A défaut de la remise de l'ensemble de ces pièces, la candidature sera considérée comme incomplète et donc l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 (version 2019) qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie.

Le candidat peut aussi présenter sa candidature sous la forme d'un DUME (Document Unique de Marché Européen) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne, qui remplace les déclarations sur l'honneur (DC1, DC2 ...) et les renseignements demandés dans le cadre de la candidature. Le DUME doit être rédigé en français. Dans ce cas, chaque opérateur économique concerné, y compris les éventuels co-traitants et sous-traitants, complète en français le fichier DUME joint aux documents de la consultation.

*Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit, il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2) et 3) ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché.*

#### 4.2.2. Exigences minimales

Conformément aux articles R2142-1 et suivants du Code de la commande publique, les niveaux minimaux de capacités technique, professionnelle et financière requis pour l'admission des candidatures sont les suivants :

- Un chiffre d'affaires annuel global égal ou supérieur à 100 000 € sur les trois dernières années pour le lot 1
- Un chiffre d'affaires annuel global égal ou supérieur à 900 000 € sur les trois dernières années pour le lot 2

A défaut de la remise de l'ensemble de ces pièces, la candidature sera considérée comme incomplète et donc l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

### 4.3 - Présentation de l'offre

Le candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièce 1. L'**acte d'engagement** (AE) dûment complété par lot  
En cas de candidature groupée, un document unique est rempli pour le groupement d'entreprises.
- Pièce 2. Le **bordereau des prix unitaires** (BPU) dûment complété par lot
- Pièce 3. Le **cadre de mémoire technique** (CMT) dûment complété par lot  
Ce cadre servira de base à l'analyse des offres. **A défaut de transmission de ce document complété, l'offre pourra être rejetée.** Ce document pourra être complété par tout document que le candidat juge nécessaire pour la présentation de son offre.

À noter que la remise d'une offre par le candidat implique *ipso facto* qu'il adhère au contenu de l'ensemble des documents contractuels listés au CCAP, y compris si son acte d'engagement n'est pas signé ou est incomplet au stade du dépôt de l'offre.

A défaut de la remise de l'ensemble de ces pièces, l'offre sera considérée comme incomplète et donc l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.

**Attention :**

Il est demandé aux candidats de fournir le(s) document(s) financier(s) dans leur format source (Word/Excel).

Il est interdit aux candidats de modifier la trame initiale des documents pour lesquels leurs propositions sont attendues. En cas de modification et quelle qu'en soit l'origine ou la cause, l'offre du candidat pourrait être déclarée irrégulière et serait de ce fait rejetée.

Seule la version originale des documents détenue par l'Office fait foi. En cas de divergence entre la version modifiable (Word/Excel) et la version sous format PDF, cette dernière fera foi.

## **ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre doivent être **transmis obligatoirement par voie électronique** sur le profil acheteur du maître d'ouvrage.

Cela signifie que tous les échanges entre VALDEVY et les candidats pendant la procédure de passation de ses marchés (dépôt des candidatures et des offres, les questions/réponses, les échanges relatifs à la négociation, les demandes d'informations et de compléments, les notifications des décisions de rejet, d'attribution, etc.) se feront via notre plate-forme de dématérialisation.

Les offres remises sous format papier seront déclarées irrégulières et ne seront pas analysées.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

**Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre parvenue sur la plateforme de dématérialisation dans le délai fixé pour la remise des offres.**

**Cette dernière offre devra comprendre l'ensemble des pièces exigées au titre de l'offre et de la candidature.**

Les modalités de réponse et de transmission par voie électronique ainsi que les informations liées aux outils de signature et à la copie de sauvegarde sont détaillées en annexe du présent document.

L'offre elle-même n'est pas obligatoirement signée. Seule l'offre de l'attributaire est signée au terme de la procédure de passation.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché pourra être amené à fournir, avant la signature du marché, une version papier et signée en original des documents concernant son offre.

## **ARTICLE 6 - ANALYSE DES CANDIDATURES ET CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

Il sera procédé à une analyse de la conformité des candidatures et des offres au regard du présent règlement de la consultation.

### **6.1 – Sélection des candidatures**

Une entreprise qui aurait fait l'objet d'une résiliation de son engagement pour manquement à ses obligations contractuelles au cours des 3 dernières années avec l'un des offices composants de l'OPH Valdevy ou dont la qualité des prestations est reconnue comme insatisfaisante (justifiée par écrit) doit justifier par un courrier annexé à sa candidature des mesures correctrices mises en place pour supprimer les problématiques rencontrées. A défaut, sa candidature pourra être écartée.

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminées :

- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observations ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives demandées ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles et techniques ou financières seront jugées insuffisantes ;
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner.

Au vu des pièces et renseignements demandés, l'OPH Valdevy éliminera les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières seront estimées insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé.

### **6.2 - Critères de jugement des offres**

Les offres irrégulières, inacceptables, anormalement basses, et inappropriées seront écartées de l'analyse des offres.

Des opérations de vérification seront mises en œuvre avant l'établissement du classement des offres et concerneront les erreurs de calculs constatés dans l'offre financière du candidat. Pour le présent marché, il est demandé aux candidats de compléter le bordereau des prix unitaires. A l'issue des opérations de vérifications, le candidat sera informé des corrections qui auront été apportées.

Conformément à l'article R2152-6 du Code de la commande publique, les offres restantes seront analysées et classées en fonction des critères pondérés suivants suivant le lot concerné.

Pour le lot 1 :

| Critères et sous-critères   | Pondération      |
|---|------------------|
| <b>Critère n°1 : Prix</b>   | <b>45 points</b> |
| Le critère prix du candidat sera analysé sur la base des prix unitaires figurant dans le BPU et selon la méthode du DQE masqué.                                     |                  |
| <b>Critère n°2 : Valeur technique</b>   | <b>55 points</b> |
| Le critère valeur technique du candidat sera analysé suivant les éléments d'appréciations suivants et en lien avec les éléments fournis dans son mémoire technique. |                  |
| Compréhension des missions et des enjeux de l'OPH Valdevy et motivations du candidat pour cette mission   | 10 points        |
| Méthodologie proposée par le candidat pour réaliser les prestations   | 20 points        |
| Type et qualité des rendus proposés   | 10 points        |
| Présentation de l'équipe dédiée à la mission (quantité, fonctions, présentation de CV, expérience, expertise, organigramme, formation continue)                     | 10 points        |
| Délai proposé par le candidat pour la remise des livrables  | 5 points         |

Pour le lot 2 :

| Critères et sous-critères   | Pondération      |
|---|------------------|
| <b>Critère n°1 : Prix</b>   | <b>45 points</b> |
| Le critère prix du candidat sera analysé sur la base des prix unitaires figurant dans le BPU et selon la méthode du DQE masqué. |                  |
| <b>Critère n°2 : Valeur technique</b>   | <b>55 points</b> |

|   |           |
|---|-----------|
| Le critère valeur technique du candidat sera analysé suivant les éléments d'appréciations suivants et en lien avec les éléments fournis dans son mémoire technique. |           |
| Proposition méthodologique pour le suivi des opérations de réhabilitation (études + travaux)  | 15 points |
| Type et qualité des livrables proposés (études + travaux)   | 10 points |
| Présentation de l'équipe dédiée à la mission (quantité, fonctions, présentation de CV, expérience, expertise, organigramme, formation continue)                     | 15 points |
| Engagements sur les délais de mobilisation et de rendu des livrables, les méthodes et outils mis en œuvre   | 5 points  |
| Méthodologie proposée liée à la communication avec les locataires   | 5 points  |
| Compétences environnementales (réduction des consommations énergétiques, mise en œuvre de solutions innovantes)   | 5 points  |

**Le candidat devra utiliser impérativement le cadre de mémoire technique fourni dans le dossier de consultation afin de présenter son offre technique.**

En cas d'absence de remise du cadre de mémoire technique présentant toutes les informations exigées ci-dessus, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière et ne sera donc pas classée.

Pour chacun des lots, un classement des offres sera établi en cumulant les notes obtenues sur chaque critère par chacun des candidats.

Pour le lot 1, le candidat le mieux classé sera retenu et sera attributaire de l'accord-cadre à bons de commande.

Pour le lot 2, les trois candidats les mieux classés seront retenus et seront attributaires de l'accord-cadre à marchés subséquents.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article R2161-17 du Code de la commande publique, de convoquer les candidats ayant déposé une offre régulière à une audition afin d'obtenir des précisions ou clarifications sur la teneur de leur offre.

### **6.3 Attribution du marché**

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères énoncés ci-dessus. Toutefois, en cas d'égalité du nombre de points, un point bonus sera attribué au candidat le moins disant.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations indiqués à l'article suivant.

L'offre économiquement la plus avantageuse pourra le cas échéant faire l'objet d'une mise au point qui sera annexé à l'acte d'engagement.

L'OPH Valdevy se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation si aucune des propositions obtenues ne lui paraît acceptable ou pour tout motif d'intérêt général.

## **ARTICLE 7 - VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE**

Pour le lot 1, l'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat retenu produise les certificats et attestations des articles R2143-5 à R2143-10 du Code de la commande publique.

Pour le lot 2, les trois offres les mieux classées seront retenues à titre provisoire en attendant que les candidats retenus produisent les certificats et attestations des articles R2143-5 à R2143-10 du Code de la commande publique.

Il sera notamment demandé au candidat retenu les attestations suivantes :

- Un certificat ou une attestation prouvant qu'il est à jour de ses obligations fiscales datant de moins de trois mois ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le pouvoir adjudicateur et le candidat retenu pourront procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature.

La notification des décisions de rejet et d'attribution sera effectuée par voie dématérialisée.

## **ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les candidats sont avisés que l'unique moyen de communication susceptible d'être utilisé par l'OPH Valdevy dans le cadre de cette consultation est l'e-mail (via la plate-forme Maximilien).

A ce titre, les candidats sont invités à vérifier la validité de l'ensemble des coordonnées indiquées dans leur offre. Ils sont responsables du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (redirection automatique, utilisation d'anti-spam...) et doivent s'assurer que les messages envoyés par le portail Maximilien, notamment par l'adresse «nepasrepondre@maximilien.fr», ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

De manière générale, il incombe aux candidats une obligation de vigilance consistant en particulier à prendre connaissance de l'ensemble des messages qui leur seraient envoyés, quels que soient les moyens de communication utilisés, et de veiller à répondre dans les formes et délais impartis.

Pour toutes questions ou tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande via le profil acheteur : <https://marches.maximilien.fr>

Les questions devront être posées dans un délai raisonnable avant la date limite de remise des offres pour permettre à l'acheteur de répondre.

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le :

Tribunal Administratif de Melun  
43 rue du Général de Gaulle - Case postale 8630  
F-77008 Melun Cedex  
Tél. (+33) 1 60 56 66 30. Fax (+33) 1 60 56 66 10  
E-mail : greffe.ta-melun@juradm.fr